

Financement des EPR2 : la France veut que la Suisse paie



« La France estime qu'il est opportun que les pays qui ne veulent pas de nouvelles centrales nucléaires chez eux, mais qui importent volontiers de l'électricité nucléaire de France, participent aux coûts de construction des nouvelles centrales prévues en France. » Cette déclaration provient d'un représentant du ministère français des Affaires étrangères, prononcée lors d'une rencontre fin mars avec des journalistes européens, selon ce que rapporte le média suisse alémanique *NZZ am Sonntag*.

La déclaration ferait explicitement référence à la Suisse, selon ce média. Un précédent existe : les années 1970, des sociétés d'électricité suisses ont investi dans la construction des centrales nucléaires françaises du Bugey, de Cattenom et de Fessenheim, en contrepartie d'une garantie d'importation d'une partie de l'électricité produite vers la Suisse, rappelle *Le Temps*.

Selon *Le Temps*, les réactions suisses à cet appel à contribution au nouveau nucléaire français sont mitigées. Certains acteurs énergétiques seraient ouverts à la proposition, mais plusieurs grandes compagnies d'électricité comme Alpiq, Axpo ou BKW s'y opposent, préférant se concentrer sur le développement d'énergies renouvelables. En 2017, les Suisses avaient approuvé par référendum la sortie progressive de leur pays du nucléaire, mais un nouveau référendum sur le sujet devrait bientôt être lancé.

La France, de son côté, cherche manifestement à financer les surcoûts liés à la relance du nucléaire. Les six nouveaux réacteurs, EPR2, annoncés par Emmanuel Macron, avaient été estimés en 2021 à 51,7 milliards d'euros, mais cette estimation a été portée récemment par EDF à plus de 67 milliards d'euros. De son côté, Greenpeace avance dans un rapport publié en mars que les coûts dépasseront probablement les 100 milliards d'euros.